



Sept ans de prison pour avoir enquêté sur les atteintes aux droits humains

Deux journalistes reporters birmans, de l'agence de presse Reuters ont été arrêtés en décembre dernier alors qu'ils enquêtaient sur l'exécution sommaire par des soldats birmans de dix paysans rohingya dans le village d'Inn Din, situé dans l'Etat de l'Arakan.

Wa Lone et Kyaw Soe Oo ont été condamnés à sept ans de prison lundi 3 septembre par un tribunal de Rangoun pour avoir enquêté sur ce massacre. Ce verdict intervient dans un contexte de grande tension entre la Birmanie et la communauté internationale : lundi dernier, des enquêteurs de l'ONU ont publié un rapport évoquant un "génocide" des Rohingyas et accusant directement l'armée, mais aussi le silence d'Aung San Suu Kyi, à la tête du gouvernement civil depuis 2016. Et mardi, la question de la poursuite des militaires birmans devant la justice internationale a été débattue au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le tribunal a condamné les hommes en vertu de l'article 3 (1) (c) de la loi de 1923 sur les secrets officiels.

Ce verdict très lourd pour les deux journalistes de l'agence de presse britannique, accusés de violations de « secrets d'état », illustre la politique antidémocratique de l'Etat birman. L'ONU demande leur libération.

Les syndicats français de journalistes avec la FIJ et son affilié l'Association des journalistes du Myanmar (MJA) condamnent ces verdicts scandaleux et exigent la libération des deux journalistes.

Ils appellent la France à intervenir pour faire libérer nos confrères.

Paris, le 5 septembre 2018